

Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes sur le projet de décision portant sur la définition des marchés pertinents de l'accès au service téléphonique et du départ d'appel en position déterminée, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre.

Réponse d'Orange

15 mai 2014 au 18 juin 2014

Version publique

Les paragraphes de la réponse entre [ ] relèvent du secret des affaires.

Contacts : [thierry1.mutschler@orange.com](mailto:thierry1.mutschler@orange.com)  
[benoit.bacquey@orange.com](mailto:benoit.bacquey@orange.com)

Lien vers les documents mis en consultation :  
[http://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/projdec-adm1-2-adlc-mai2014.pdf](http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/projdec-adm1-2-adlc-mai2014.pdf)

## Synthèse

Orange a pris connaissance avec intérêt des évolutions du projet de décision portant sur l'analyse de marché de la téléphonie fixe de l'ARCEP et se félicite de la prise en compte par l'Autorité de plusieurs commentaires faits par Orange dans sa réponse à la consultation publique menée par l'Autorité auprès du secteur du 21 février au 21 mars 2014. Si certains allègements sont effectivement entérinés, Orange constate et regrette que le présent cycle ne modifie pas fondamentalement le principe d'obligations fortes pesant sur Orange malgré les changements profonds intervenus sur le marché en la matière.

D'une manière générale le marché de la téléphonie fixe en France tel que défini par l'ARCEP a une double caractéristique : il connaît une décroissance importante (plus de 10% par an) et il repose quasi exclusivement sur une architecture technique en voie d'obsolescence (le Réseau Téléphonique Commuté) qui ne donne plus lieu à innovations. Les caractéristiques de ce marché le rendent peu attractif pour les opérateurs alternatifs qui privilégient des politiques commerciales basées sur des offres multi-services ou des offres mobiles vers lesquelles les clients des services principalement téléphoniques migrent progressivement.

Par ailleurs, l'offre de service universel permet à tous les consommateurs qui le souhaitent de disposer d'une offre de téléphonie fixe de qualité à un tarif abordable fournie par Orange et contrôlée par l'ARCEP.

1- Sur le principe, Orange constate que cette analyse de marché est menée dans un contexte d'accélération et de mutation du marché qui semble insuffisamment pris en compte.

Orange ne peut que regretter que ce projet de décision prospectif sur les trois ans à venir ne prenne pas en compte deux éléments qui affectent dès à présent cette analyse de marché.

Tout d'abord, la Commission européenne a rendu public et a soumis en janvier 2014 au BEREC un projet de recommandation déterminant la liste des marchés pertinents susceptibles d'être soumis à une réglementation *ex ante* dans lequel elle prévoit la suppression de plusieurs marchés de cette liste par la rapport à sa précédente recommandation de 2007 sur ce sujet, dont le marché 1 et le marché 2, objets de la présente analyse de marché. Or l'analyse de l'Autorité ne fait référence qu'à la recommandation de 2007 de la Commission, qui a été établie dans un contexte de marché à l'évidence très différent du contexte actuel et a fortiori de celui qui prévaudra entre 2014 et 2017. L'ARCEP évoque rapidement dans son projet d'analyse objet de la présente consultation les trois critères cumulatifs justifiant une régulation *ex ante* mais pour aboutir à une conclusion diamétralement opposée à celle de la Commission européenne.

Orange estime indispensable que les travaux récents de la Commission européenne sur les marchés pertinents susceptibles d'être soumis à une réglementation *ex ante* qui prévoient à ce stade la suppression des marchés pertinents 1 et 2 soient pris en compte dès à présent dans l'analyse de marché portant sur les trois années à venir.

Enfin, le marché français des communications électroniques connaît depuis quelques années des bouleversements majeurs qui ont concerné en premier chef le marché mobile mais qui à l'évidence ont et auront un impact majeur sur les marchés du fixe, compte tenu de la convergence observée de ces marchés. En particulier, il est important que les conséquences des opérations de concentration des acteurs du secteur (rachat de SFR par Numéricable notamment) soient prises en compte dans le nouveau cycle d'analyse. Or Orange craint qu'une telle réflexion soit trop différée dans le temps si elle ne devait avoir lieu qu'uniquement à l'issue du processus de concentration. Compte tenu de l'inertie naturelle du processus d'adoption des décisions, une nouvelle analyse de marché pourrait ne produire ses effets que de nombreux mois après la mutation du marché.

Orange souhaite donc attirer l'attention de l'Autorité sur la nécessité d'intégrer dès à présent la recomposition annoncée du secteur dans ses travaux.

## 2- Sur le fond, Orange souhaite concentrer ses commentaires sur quelques points saillants du projet de décision de l'Autorité.

- Sur les obligations imposées à Orange, elles restent nombreuses et ne sont quasiment pas allégées par rapport au cycle précédent, y compris sur les offres de détail.

L'ARCEP maintient la plupart des obligations imposées à Orange hormis le départ d'appel pour les appels vers des Services à Valeur Ajoutée qui fait l'objet, à juste titre, d'une régulation symétrique.

La quasi-totalité des remèdes existant reste imposée à Orange sur les marchés de gros (offre de gros de revente de l'abonnement à tarifs orientés coûts, transparence, fournitures d'indicateurs de QS, séparation comptable, etc ...). Mais cela concerne aussi de nouveau les offres de détail d'Orange qui restent soumises à une obligation d'information tarifaire de l'ARCEP. Bien qu'Orange n'ait pas réussi à convaincre lors du précédent cycle d'analyse du caractère pour le moins incompatible d'une telle obligation avec la levée des obligations sur le marché de détail, Orange note que dans ce nouveau cycle d'analyse cette contrainte perdure.

Or elle jette indûment une suspicion sur les pratiques commerciales d'Orange et le fonctionnement concurrentiel du marché de détail alors que ce marché relève du droit commun de la concurrence et non d'une régulation *ex ante*. Par ailleurs l'ARCEP assure le contrôle tarifaire des offres du Service Universel qui constituent une très grande partie des offres d'accès principalement téléphonique commercialisées par Orange. C'est pourquoi Orange considère que l'obligation de communication tarifaire de ses offres de détail de la téléphonie fixe est déraisonnable et disproportionnée et ne devrait plus figurer parmi les obligations imposées à Orange.

- Sur l'architecture d'interconnexion fixe d'Orange.

Orange considère que durant la période de cette analyse de marché, c'est avant tout la technologie utilisée pour l'accès téléphonique qui doit conduire le choix et la nature de la technologie de l'interface d'interconnexion et des points d'interconnexion pertinents.

Pour un départ d'appel (ou une terminaison d'appel) depuis ou vers une boucle locale RTC, l'architecture ou la technologie d'interconnexion la plus pertinente et la plus efficace reste à ce jour le TDM. Ce doit être donc le cas pour l'interconnexion indirecte de départ d'appel de présélection disponible uniquement sur le RTC, ce type d'interconnexion en place depuis l'ouverture à la concurrence du marché de la téléphonie fonctionne parfaitement et a permis à tous les opérateurs qui le souhaitent de s'interconnecter dans de très bonnes conditions avec le réseau téléphonique d'Orange.

A contrario depuis ou vers une boucle locale IP la technologie d'interconnexion la plus efficace est désormais l'interconnexion IP. Cependant pour un départ d'appel depuis une boucle locale IP (uniquement le départ d'appel vers les SVA, puisque la sélection du transporteur depuis une boucle locale IP n'est pas possible techniquement), les travaux de normalisation ne sont pas aboutis à ce jour tant au niveau international que national (au sein de la Fédération Française des Télécoms) pour traiter efficacement ces appels de bout en bout en passant par une interconnexion IP et doivent se poursuivre sur les mois à venir.

Par conséquent, il serait disproportionné d'imposer à Orange et aux autres opérateurs de traiter les différents cas de départ d'appel via une interconnexion IP pendant cette période d'analyse de marché.

- Sur l'allègement de la régulation des prestations de sélection du transporteur vendues hors VGAST.

Orange considère que la proposition de l'Autorité en ce qui concerne l'allègement tarifaire du départ d'appel de la sélection du transporteur sèche, n'est pas un véritable allègement de la régulation, dans la mesure où il ne serait effectif qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et conduirait à une obligation tarifaire très proche d'une orientation vers les coûts.

Orange estime qu'il est totalement justifié de procéder durant le prochain cycle d'analyse de marché à un allègement de ses obligations relatives à la sélection du transporteur sèche. D'une part, ces offres ne sont quasiment plus souscrites, d'autre part, il est d'ores et déjà établi que ces offres ne seront plus proposées lorsque le Réseau Téléphonique Commuté ne sera plus utilisé, ce qui devrait se produire au début de la décennie à venir. Un allègement approprié de cette réglementation serait pour le départ d'appel de la sélection du transporteur sèche, le passage d'un régime tarifaire d'orientation vers les coûts à un régime de non excessivité avec un préavis raisonnable d'un an, soit une date de mise en œuvre du nouveau régime à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015. Cela permettrait de donner un signal fort au marché sur la non pérennité de ce type d'offre, tout en laissant le temps aux opérateurs concernés d'ajuster leurs tarifs de détail ou de proposer des offres alternatives à leurs clients.

De plus l'Autorité évoque des contraintes supplémentaires qui devraient être imposées à Orange : prestations d'accompagnement à des conditions imposées voire la gratuité des opérations de migration pour les clients bénéficiant de la sélection du transporteur sèche vers d'autres offres telles que la VGAST, une modification substantielle de l'offre actuelle de VGAST pour dissocier l'opérateur alternatif détenteur de l'accès de celui qui collecte le trafic en départ d'appel, etc...

Pour Orange cela revient in fine, à une régulation bien plus contraignante que celle actuellement en vigueur.

De manière générale, Orange considère qu'avec le remède que constitue la VGAST (avec ses modalités techniques et tarifaires en vigueur), les conditions d'une concurrence saine et loyale sont garanties sur les marchés de détail de la téléphonie fixe.

## Commentaires d'Orange portant sur le projet de décision portant sur les marchés pertinents 1 et 2.

Orange a pris connaissance du projet de décision d'analyse des marchés de la téléphonie fixe transmis pour avis à l'Autorité de la concurrence et souhaite faire part ici de ses commentaires et remarques complémentaires à sa réponse à la 1<sup>ère</sup> consultation publique menée par l'ARCEP auprès des acteurs du secteur du 21 février au 21 mars 2014.

Certaines évolutions sont intervenues par rapport au document mis en consultation publique suite aux remarques d'Orange. Sur les parties non modifiées, Orange renvoie intégralement à sa réponse du 24 mars 2014 et concentre ci-après ses commentaires sur les éléments nouveaux ou sur les éléments qui méritent de nouveaux développements.

### 1- La pertinence des marchés pour une régulation *ex ante*

Comme Orange a pu déjà le développer dans sa réponse à la première consultation publique sur cette analyse des marchés de la téléphonie fixe, la Commission européenne propose dans son projet de nouvelle recommandation sur les marchés pertinents, de supprimer de la liste des marchés soumis à une régulation *ex ante*, le marché de détail de l'accès au réseau téléphonique public en position déterminée (marché 1) et le marché de gros du départ d'appel sur le réseau téléphonique en position déterminée (marché 2).

L'analyse de la Commission européenne la conduisant à cette évolution s'applique tout à fait au cas particulier de la France.

#### **Pour le marché de détail des accès au service téléphonique public en position déterminée.**

La Commission européenne observe les éléments suivants :

- la technologie IP offre pour le service téléphonique une sécurité et une fiabilité compétitive par rapport aux services supportés par le RTC ;
- une convergence entre le fixe et le mobile dans le domaine des comportements, des usages (durée moyenne des appels, transfert du trafic) et des prix qui conclut à une substituabilité entre ces offres dans certains cas de figure.

Ceci est tout à fait vérifiable en France. A titre d'exemple l'observatoire des marchés de l'ARCEP indique une pénétration des abonnements VoIP à fin décembre 2013 de l'ordre de 56% de proportion des abonnements totaux. Par ailleurs, l'usage de la téléphonie mobile s'est généralisé en France, une part significative des appels depuis les mobiles se font depuis le domicile des utilisateurs et le prix des abonnements, notamment ceux incluant principalement des appels téléphoniques ont significativement baissé.

Les arguments développés par la Commission dans son projet de recommandation sont tout à fait applicables à la France, et on pourrait donc en conclure que le marché de la téléphonie fixe en France ne devrait plus être considéré comme un marché pertinent pour une régulation *ex ante* car :

- d'une part il n'y a plus de barrières à l'entrée en raison des changements profonds dans ce marché tels que les déploiements des réseaux NGA, la pénétration du mobile et la convergence fixe - mobile, l'entrée du câble sur le marché de la voix, le succès incontestable des offres de VoIP, l'offre de dégroupage de la boucle locale cuivre et le bitstream ;
- d'autre part il existe en France une tendance avérée vers un fonctionnement concurrentiel et une fluidité du marché en raison des déploiements de réseaux sus mentionnés, mais aussi du succès important et grandissant des offres triple play voire quadruple play, succès souligné par l'ARCEP elle-même dans son document « bilan », et au développement de la portabilité des numéros (par exemple, plus de 2,6 millions de numéros fixes portés en 2013 d'après l'observatoire des marchés).

## **Pour le marché du départ d'appel du service téléphonique en position déterminée.**

La Commission européenne prend en compte dans son projet de recommandation comme périmètre du marché les accès sur le RTC et les accès sur la VoIP managée.

En effet, la Commission observe la vente de plus en plus packagée de l'accès et du service téléphonique, mais aussi le succès des offres de dégroupage et de bitstream permettant le départ d'appel du service téléphonique par la VoIP et la décroissance du marché de la sélection du transporteur sèche (i.e. hors VGAST). Tous ces constats de la Commission européenne s'appliquent totalement à la France. Il suffit de se reporter aux données quantitatives de l'observatoire des marchés et au bilan de la régulation des marchés de la téléphonie fixe, publiés par l'ARCEP.

Orange partage donc la même analyse que la Commission européenne : ce marché n'est pas pertinent pour une régulation *ex ante*. Il n'existe plus de barrières à l'entrée en raison de l'existence de solutions ou d'offres de gros permettant l'accès direct au client final pour lui vendre des offres complètes de service téléphonique.

Ceci est illustré par la décroissance continue et constatée par l'ARCEP du trafic de départ d'appel de la présélection.

De plus, comme la Commission le reprend dans son projet de recommandation, il existe une tendance avérée vers un fonctionnement concurrentiel, en raison des déploiements de réseaux et plus particulièrement des réseaux mobiles, mais aussi avec le succès important et grandissant des offres triple play voire quadruple play sur le marché de détail.

En conclusion, Orange considère que les arguments développés par la Commission dans son projet de recommandation sont tout à fait applicables en France pour le marché du départ d'appel et regrette que ces arguments n'aient pas été pris en compte dans le projet d'analyse de marché de l'Autorité, alors même qu'une telle prise en compte pourrait permettre de conclure soit à l'arrêt de la réglementation *ex ante* de la téléphonie fixe et du départ d'appel en position déterminée, soit à minima, à un allègement significatif des obligations imposées à Orange en la matière.

## **2- L'architecture d'interconnexion fixe d'Orange.**

Dans son projet de décision, l'ARCEP s'interroge sur l'opportunité de généraliser l'interconnexion en mode IP pour le trafic du départ d'appel depuis une boucle locale fixe d'Orange dans une optique d'harmonisation de l'ensemble des points d'interconnexion pertinents et des modalités d'interconnexion.

Orange s'interroge sur la pertinence de traiter cette question dans le cadre de la présente analyse de marché, dont les obligations ne peuvent porter que sur Orange, alors même que les questions de technologie de l'interconnexion fixe sont également analysées au titre de l'analyse de marché de la terminaison d'appel, dans une approche symétrique portant sur tous les opérateurs. Il convient de prendre en compte tous les sens du trafic pour analyser les questions de technologie de l'interconnexion.

A ce jour, l'interconnexion en mode IP (protocole SIP) n'est ouverte aujourd'hui qu'à la livraison du trafic de terminaison d'appel et uniquement pour les appels à destination de la boucle locale IP d'Orange (depuis début 2013).

Orange prévoit d'harmoniser ses points d'interconnexion pertinents au niveau du départ d'appel et de la terminaison d'appel mais en respectant la technologie de l'accès téléphonique utilisée (à savoir le RTC ou l'IP) afin de ne pas engendrer des inefficacités au niveau de son réseau et par voie de conséquence des coûts supplémentaires.

Pour les départs d'appel, l'interconnexion existante (en TDM) permet de traiter tous les cas de figure dans des conditions non discriminantes par l'ensemble des opérateurs qui soit se sont déployés sur les points d'interconnexion pertinents existants (interconnexion TDM), soit utilisent les services d'un prestataire de transit.

En outre, certains services offerts sur une technologie RTC, et donc susceptibles d'être fournis par un opérateur tiers utilisant l'offre de VGAST ou de présélection sèche, sont incompatibles avec l'IP et ne fonctionnent plus dès lors qu'il existe sur le parcours de l'appel un passage en IP (certains services de téléalarmes par exemple, avec l'utilisation de commande par fréquence vocale, incompatible avec la traduction de RTC en IP).

Généraliser une interconnexion IP, en lieu et place de l'interconnexion TDM, sans attendre la disponibilité de solutions techniques à une compatibilité de ces services avec l'IP entraînerait des difficultés pour le fonctionnement de ces services et n'est donc pas une solution adaptée à ce jour.

Enfin, la question du traitement du départ d'appel en sélection du transporteur (sèche ou avec VGAST) depuis une boucle locale RTC sur l'interconnexion en mode IP n'a jamais été instruite par les opérateurs ni par la Fédération Française des Télécoms à ce jour sur le protocole cible de l'interconnexion IP à savoir le SIP.

Le départ d'appel en sélection du transporteur est inhérent à la technologie TDM et ne peut être reproduit sur une interface en mode IP. Ce point restera bloquant pour traiter ce type de départ d'appel depuis une boucle locale RTC en interconnexion IP et donc une généralisation d'une interconnexion IP sous le protocole cible (SIP) pour tous les types de départ d'appel est impossible techniquement.

Pour le départ d'appel depuis une boucle locale IP vers des SVA, le protocole cible (SIP) et les modes d'interconnexion ne sont pas matures à ce jour et nécessitent la poursuite des travaux de normalisation de ce protocole cible et, de convergence des interfaces d'interconnexion entre tous les acteurs du secteur. Dans un environnement réseau totalement IP le protocole cible pour la collecte du trafic du départ d'appel depuis une boucle locale fixe IP devra être le même que celui utilisé pour la terminaison d'appel vers une boucle locale IP à savoir le protocole le plus pérenne : le SIP.

C'est pourquoi les travaux de normalisation au sein de la Fédération Française des Télécoms (FFT) et conditionnés à des travaux toujours en cours au niveau des normes techniques internationales, ne sont pas encore achevés et la date de mise à disposition des évolutions nécessaires sur ce protocole technique n'est pas connue à ce jour afin de pouvoir généraliser les modalités techniques d'une interconnexion en mode IP pour le départ d'appel (depuis une boucle locale IP) sous le protocole SIP.

En tout état de cause, Orange partage le constat de l'ARCEP relatif aux éventuels coûts additionnels qu'induirait pour Orange une généralisation d'une interconnexion IP : les coûts supportés par Orange pour acheminer le trafic de départ d'appel (depuis une boucle locale RTC) jusqu'au point d'interconnexion IP (plus haut dans le réseau que le point d'interconnexion TDM) devraient être pris en compte dans les coûts pertinents pour déterminer les tarifs de gros des départs d'appels.

### **3- Allègement de la régulation des prestations de sélection du transporteur vendues hors VGAST.**

**Question 1 :** Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur la (i) pertinence de l'allègement progressif des obligations imposées à Orange concernant les prestations de départ d'appel vendues dans le cadre d'une offre de sélection du transporteur sèche, (ii) sur les mesures nécessaires d'accompagnement des opérateurs clients pour faciliter la migration vers l'offre de VGAST, ainsi que (iii) sur les délais de mise en œuvre proposés.

**(i) Orange partage le même constat que l'ARCEP sur le déclin des prestations de départ d'appel vendues dans le cadre de la sélection du transporteur sèche.**

Depuis plusieurs années Orange observe un déclin important des accès vendus sur le marché de gros en sélection du transporteur sèche (i.e. vendus hors VGAST) et elle est favorable à la proposition de l'ARCEP de la levée de la régulation sur la modalité sèche de la sélection du transporteur (hors VGAST).

Toutefois, Orange ne prévoit pas à ce stade d'arrêter la fourniture de cette offre de gros aux opérateurs qui en font la demande et ce, tant que les services sur le RTC ne seront pas arrêtés (ce qui ne sera pas le cas durant la période de cette analyse de marché).



Enfin Orange partage la proposition de l'ARCEP pour que cette levée de régulation se matérialise par un passage d'une obligation d'orientation vers les coûts à une interdiction de pratiquer des tarifs excessifs pour les tarifs de ces prestations de départ d'appel mais est en désaccord sur le niveau tarifaire et les délais de mise en œuvre proposés, sur lesquels nous reviendrons ci-dessous.

## **(ii) Sur les mesures d'accompagnement.**

Orange considère qu'il faut laisser aux consommateurs finals la possibilité de choisir indépendamment leur opérateur fournissant l'accès téléphonique et leur opérateur fournissant les communications téléphoniques sur des accès de type RTC à partir du moment où ils ont la volonté de souscrire ce type d'offres sur le marché de détail et qu'ils sont conscients de l'obsolescence de cette technologie.

Orange estime donc qu'il n'y a pas lieu durant le prochain cycle d'analyse d'imposer un quelconque processus d'une migration quasi-automatique des clients en sélection du transporteur sèche vers une offre de gros VGAST encore moins avec une gratuité des frais d'accès au service de la nouvelle offre de gros (la VGAST dans ce cas précis).

Dès aujourd'hui (et tant que les offres sur RTC perdureront), les opérateurs tiers peuvent engager des actions commerciales auprès de leurs clients finals pour les convaincre d'utiliser leurs offres de détail combinant l'accès et les communications téléphoniques, offres de détail s'appuyant sur l'offre de gros d'Orange à savoir la VGAST et de faire migrer leurs clients qui le souhaitent d'une offre de sélection du transporteur sèche vers une offre de VGAST. Le processus existe et ce type de migration est tout à fait opérationnel et peut être utilisé par tout opérateur qui le souhaite sans pour autant qu'Orange réalise et offre des prestations nouvelles de migration, a fortiori sans recouvrer a minima les coûts encourus.

Enfin Orange s'interroge sur le paragraphe suivant, ajouté dans ce projet de décision par rapport à la première consultation de cette analyse de marche, qui apporterait de nouvelles obligations asymétriques pour Orange :

*« En particulier, afin de ne pas les évincer du marché, il devra être proposé une solution permettant aux opérateurs alternatifs concernés non actuellement clients de l'offre de VGAST de voir leurs accès repris par un opérateur tiers ».*

Par cette phrase l'Autorité imposerait une nouvelle obligation à Orange sur un type d'offre en déclin (la sélection du transporteur sèche), ce qui serait totalement disproportionné. Cela signifierait qu'Orange devrait modifier son offre de gros actuelle (VGAST) pour permettre que pour certains accès, Orange ne livre pas le trafic sur l'interconnexion de l'opérateur VGAST mais sur l'interconnexion d'un autre opérateur (l'opérateur de sélection du transporteur qui n'est pas client de l'offre VGAST).

A première vue, cela fait apparaître des difficultés disproportionnées en termes d'implémentation dans les processus et le système d'information actuels de l'offre VGAST qu'Orange commercialise auprès des opérateurs alternatifs.

Par conséquent, Orange estime injustifié :

- d'une part une nouvelle obligation de faire évoluer son offre actuelle de VGAST pour un marché de détail en déclin (les offres uniquement de trafic téléphonique sans l'accès) et,
- d'autre part l'obligation de mise à disposition gratuite de ressources (mise à disposition d'un chef de projet dédié, processus de migration groupée, facturation gratuite des FAS de l'offre de gros VGAST) pour les migrations entre offre de gros.

Si par extraordinaire, l'ARCEP estime que de telles mesures sont des prérequis à un allègement des obligations tarifaires relatives à la sélection du transporteur sèche, Orange considère qu'il est préférable de conserver les obligations tarifaires actuelles, bien que cela soit injustifié comme expliqué précédemment.

## **(iii) Sur les délais de mise en œuvre.**

Orange considère que la date du 1<sup>er</sup> janvier 2017 est trop éloignée pour donner un signal fort au marché que ce type d'offre est en fin de cycle.



En effet dès aujourd'hui les opérateurs peuvent faire migrer leurs clients (qui en font la demande) sur une offre couplant accès et trafic (donc sur le marché de gros par l'intermédiaire de la VGAST avec un départ d'appel orienté coût). Les clients qui demeurent uniquement en sélection du transporteur sèche devraient recevoir un signal fort donné par les opérateurs sur le fait qu'ils sont sur des offres de téléphonie fixe en fin de vie.

C'est pourquoi Orange considère que l'allègement des obligations imposées à Orange sur les prestations de départ d'appel vendues dans le cadre de la sélection du transporteur sèche pourrait débuter dès le 1<sup>er</sup> juillet 2015, afin de laisser un délai de préavis (très favorable aux opérateurs) pour qu'ils puissent migrer leurs clients dans des conditions optimales vers d'autres offres de gros ou faire évoluer leurs tarifs de détail des solutions basées sur la sélection du transporteur sèche, de 12 mois à compter de la date de publication de la présente décision d'analyse de marché.

En conclusion Orange est favorable à la levée de son obligation de fourniture de la modalité sèche de la sélection du transporteur à un tarif de départ d'appel orienté vers les coûts dès le 1<sup>er</sup> juillet 2015, étant entendu qu'Orange continuera à fournir de telles offres sur la base d'une offre de gros commerciale tant que les opérateurs tiers en feront la demande.

Dans le cas où certaines modalités de sélection du transporteur ne seraient plus utilisées par aucun opérateur présent sur le marché domestique, ou suite à des contraintes rencontrées par Orange, par exemple techniques liées à l'obsolescence de cette technologie, elles pourraient alors ne plus être commercialisées en appliquant un délai de préavis raisonnable pour la fermeture commerciale de ce type d'offres.

**Question 2 :** Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer (i) sur la pertinence de la transition vers un régime tarifaire de non-excessivité, comme première étape vers une dérégulation future des offres de sélection du transporteur sèche et (ii) sur le caractère progressif et raisonnable de la hausse tarifaire envisagée lors de la première année.

**(i) Sur la pertinence de la transition vers un régime tarifaire de non excessivité.**

Orange est tout à fait favorable pour les offres de sélection du transporteur sèche à une transition vers un régime tarifaire de non excessivité comme première étape vers une dérégulation future et complète des offres de sélection du transporteur sèche.

Cependant comme développé ci-dessus, la date du 1<sup>er</sup> janvier 2017 nous semble trop éloignée pour donner un signal économique clair au marché et pour lui indiquer que ce type d'offre de gros est en fin de cycle et présente un caractère non pérenne d'un point de vue technique.

La date du 1<sup>er</sup> juillet 2015 nous semble plus pertinente.

**(ii) Sur le caractère progressif et raisonnable de la hausse tarifaire envisagée lors de la première année.**

Orange n'est pas opposée à une hausse progressive et raisonnable sur les années à venir du tarif de la sélection du transporteur sèche.

Cependant avant de s'interroger sur ce caractère raisonnable, Orange tient à souligner que pour le départ d'appel en sélection du transporteur (sèche ou en VGAST) les coûts sous-jacents de ce type de départ d'appel (de technologie RTC) ne peuvent qu'augmenter dans les mois à venir. En effet une baisse très importante des minutes de ce type d'offre n'entraîne pas une baisse aussi importante des coûts du départ d'appel. Par conséquent que cela soit le départ d'appel en sélection du transporteur sèche ou avec VGAST, le tarif lorsqu'il est orienté coût ne peut qu'augmenter.

C'est entre autre pour cette raison qu'Orange juge disproportionné le préavis minimum de 2 ans indiqué à l'article 14 de son projet de décision pour communiquer aux opérateurs et à l'ARCEP les futures évolutions tarifaires concernant le départ d'appel en sélection du transporteur sèche. Avec de telles contraintes il est difficile de qualifier ces contraintes réglementaires comme un « *allègement progressif des obligations imposées à Orange concernant les prestations de départ d'appel vendues dans le cadre d'une offre de sélection du transporteur sèche* ».

De plus, le niveau de non excessivité donné par l'ARCEP dans son projet de décision (*« marge n'excédant pas 5 à 10% la première année »*) revient de facto à encadrer *ex ante* le tarif de cette prestation. Cela revient à maintenir une contrainte réglementaire sur ce tarif très comparable à un encadrement tarifaire d'orientation vers les coûts et non à une évolution vers un régime de tarif non excessif et raisonnable.

A titre d'illustration sur le pourcentage de marge, l'ARCEP avait jugé qu'un tarif non excessif pouvait être de l'ordre de 2 fois les coûts encourus dans sa décision n° 2010-1351 statuant sur un règlement de différend opposant les sociétés Orange et SFR. Un tel écart pour qualifier un tarif de raisonnable démontre bien qu'il n'est pas opérant d'imposer dans la décision finale un taux de marge de 10% devant s'appliquer au départ d'appel en sélection du transporteur sèche.

Cette posture de l'Autorité est d'autant plus difficilement compréhensible qu'elle est difficilement compatible avec un préavis de 2 ans pour la modification du tarif de la sélection du transporteur sèche (applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2017). En effet, il n'est pas possible de déterminer le niveau des coûts deux ans à l'avance, et donc ce que pourrait être un niveau de coût augmenté d'une marge de 10%. Par conséquent, Orange considère que les obligations d'encadrement tarifaire envisagées par l'ARCEP pour le départ d'appel relatif à la sélection du transporteur sèche doivent être sensiblement modifiées.

Un allègement raisonnable serait de passer à un régime de non excessivité assorti d'un préavis de 12 mois pour une hausse raisonnable du tarif de sélection du transporteur sèche sans que le tarif soit encadré par un taux de marge fixé par avance par l'ARCEP.

#### **4- La levée de l'obligation de fournir une offre d'interconnexion forfaitaire pour l'accès à l'internet bas débit.**

Orange partage la proposition de l'ARCEP de lever cette obligation : cette offre n'est plus souscrite par les opérateurs tiers et aucune prestation au titre de cette offre n'est facturée depuis juillet 2012.

#### **5- Le départ d'appel à destination des numéros SVA**

Orange partage la position de l'ARCEP sur son exclusion du marché de gros du départ d'appel en position déterminée. En effet, une telle prestation est offerte par la totalité des opérateurs de boucle locale dans des conditions équivalentes et la décision symétrique n°2007-0213 permet d'encadrer de façon proportionnée cette prestation.